



Communiqué de presse **INDECOSA-CGT**

Affaire LACTALIS : Un enterrement de 1^{er} classe ?

Les pouvoirs publics viennent de donner à nouveau leur feu vert à la commercialisation du lait pour bébé LACTALIS avec un nouveau packaging. Ainsi la marque MILUMEL marquée pour toujours par la crise de la Salmonelle devient comme par magie CELIA, une marque au-dessus de tout soupçon.

L'entreprise agroalimentaire annonce des millions d'investissement pour éradiquer la contamination et l'abandon de la tour de séchage N°1. La multinationale communique tout azimut en annonçant un renforcement des règles sanitaires validé par les autorités. En tant qu'association de consommateurs on ne comprend pas bien cette accélération de la mise sur le marché de nouveaux produits issus de l'usine de Craon. On s'interroge d'autant plus qu'une rencontre était prévue avec les associations à la Préfecture de la Mayenne pour déterminer les conditions d'une reprise progressive.

En ce qui concerne l'enquête elle semble au point mort et le procureur n'a toujours pas renvoyé vers un juge d'instruction. De nombreuses familles sont dans l'angoisse d'un classement pure et simple de la procédure judiciaire.

Nous sommes également toujours dans l'expectative sur les suites données aux quarante-quatre infractions constatées dans des pharmacies qui n'avaient pas tenu compte de l'appel au retrait des produits contaminés lors des premiers contrôles ?

La « pseudo concertation » de Bercy sur les procédures de retrait a fait « pschitt ». INDECOSA-CGT a exprimé son désaccord sur la méthode et sur le fond et voté contre l'avis du CNC.

Pour INDECOSA-CGT on agit comme si rien ne s'était passé et que les 38 nourrissons n'avaient jamais été intoxiqués par la Salmonelle.

Le gouvernement doit s'expliquer et réunir en urgence un CNC plénier afin que toute la lumière soit faite sur cette reprise soudaine de la commercialisation des produits issus de l'usine de Craon. Parallèlement la justice doit suivre son cours et ne pas donner l'impression d'être entravée. Enfin il est impératif de renforcer la police économique par l'augmentation d'agent public de terrain.

Martine Sellier, Présidente d'INDECOSA-CGT